

# **PRESENTATION PSC MEETING**

## **M. ELBEDDAD MERYEM**

Au nom de l'Association internationale clé de la paix pour le développement et la solidarité je vous remercie pour l'opportunité de participer avec vous dans cette important Webinaire.

Nous soutenons tous la Déclaration de l'Union Africain vers une plus grande unité et intégration par le biais de valeurs partagées, qui encourage les pratiques démocratiques, la bonne gouvernance et l'État de droit, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect du caractère sacré de la vie humaine, l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et de l'Architecture africaine de gouvernance (AGA) en tant qu'impératif pour la prévention des conflits et la promotion d'une paix et d'une stabilité durables, de la sécurité collective et du développement socio-économique sur le continent ;

Mr. Le président ;

Le concept de changement anticonstitutionnel de gouvernement en Afrique doit être amélioré, car la définition actuelle n'est pas conforme aux réalités du continent. Ces changements de gouvernement sont liés à la nature des États postcoloniaux, et ne doivent pas être considérés isolément, nous devons appeler à des solutions durables avec une approche holistique de la crise et des autres problèmes.

Les femmes Nord Africains espèrent des Valeurs et des mesures concrètes pour accorder une plus grande attention aux droits humains de la femme afin d'éliminer toutes les formes de discrimination et de violence fondées sur le sexe. le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes tel que consacré dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, le partenariat pour le développement de l'Afrique, les déclarations, résolutions et décisions pertinentes qui soulignent l'engagement des États africains à assurer la pleine participation des femmes africaines au développement de l'Afrique comme des partenaires égaux, pour relever les défis politiques, économiques et

sociaux qui entravent l'intégration et le développement de l'Afrique au niveau individuel.

La question est de savoir s'il existe des dispositions qui ne pourraient pas être liées d'une manière ou d'une autre à une question de droits de l'homme. Compte tenu du lien étroit entre la démocratie, la gouvernance et l'état de droit d'une part, et les droits de l'homme d'autre part.

La démocratie est dirigée par des démocrates ; par conséquent, l'étouffement des institutions et des processus démocratiques ne produira pas «l'Afrique que nous voulons». Les citoyens doivent voir, toucher et ressentir la démocratie. Les droits élémentaires et fondamentaux des citoyens africains avant tout.

Si la démocratie et la gouvernance doivent devenir des valeurs partagées, les cadres juridiques qui les incarnent doivent être ratifiés, domestiqués et mis en œuvre. La ratification et la mise en œuvre effectives des traités de l'UA sont essentielles si elles doivent avoir un impact sur l'élaboration des politiques nationales.

Lorsque la gouvernance démocratique est promue et mise en œuvre avec succès, elle devient la solution miracle – un catalyseur pour parvenir au développement durable. Promouvoir et protéger l'indépendance du pouvoir judiciaire, qui est cruciale pour instaurer la confiance dans la gouvernance.

Les femmes Nord africaines veulent vivre dans une démocratie et rejettent un régime autoritaire, et malgré une frustration croissante face à la façon dont la politique multipartite fonctionne, en moyenne, les démocraties génèrent une croissance économique plus élevée et fournissent un meilleur travail de services publics, sont moins susceptibles de connaître des conflits préjudiciables et commettre des violations généralisées des droits de l'homme.

Les femmes Nord-Africains n'ont pas besoin de démocratie pour la démocratie. Nous avons besoin de démocratie pour l'alimentation, l'emploi durable, l'éducation, un bon système de santé, la lutte contre la discrimination, la lutte contre la corruption, la paix, la sécurité et tous les aspects et opportunités du développement.

Parfois, nous pensons que la démocratie en Afrique est en train de mourir, même dans les pays où un coup d'État a eu lieu, une majorité de La faible participation des parties prenantes essentielles à la prise de décision, au suivi

et à l'établissement de rapports sur la mise en œuvre, le fonctionnement inadéquat du contrôle des parlements et l'abus flagrant de règles et l'impunité, on peut conclure à juste titre que la gouvernance doit être renforcée pour permettre aux citoyens de bénéficier de tous les fonds.

Toute accession au pouvoir doit se faire par des élections libres, justes et transparentes ; la participation populaire à la prise de décision, le strict respect des principes démocratiques et la décentralisation du pouvoir à tous les niveaux de gouvernance.

### **Mr. Le président**

Notre Région La principale leçon à tirer de l'examen du printemps arabe post-2011 est l'évolution économique et politique, c'est que dans la recherche d'un nouveau contrat social qui établit une légitimité politique consensuelle plus large, les élites doivent être disposées à entreprendre simultanément des ouvertures et des réformes dans l'arène politique et adopter des réformes économiques profondes. L'expérience des pays d'Afrique du Nord au cours des cinq à sept dernières années montre que le report des réformes économiques a la capacité de menacer, voire d'annuler les progrès réalisés sur le front politique.

Les soulèvements liés au printemps arabe n'ont jusqu'à présent pas réussi à produire de changement social. La dynamique de ces soulèvements a plutôt généré un certain nombre de tendances susceptibles de continuer à déstabiliser le monde arabe et à empêcher la paix et le développement. Les tendances dominantes de l'ère post-printemps arabe comprennent la prévalence des contre-révolutions, la violence généralisée et les conflits armés, de nouveaux modèles d'alliances, des interventions extérieures et des mandataires prospères, la montée de politiques sectaires, une gouvernance inefficace, le terrorisme et la migration.

Bien que ces tendances aient un impact négatif sur les revendications fondamentales des populations en matière de stabilité et de développement socio-économiques et politiques, elles fourniront et façonneront les bases d'autres révolutions à l'avenir. Pour éviter de futures révolutions et guerres civiles et stimuler la paix et le développement dans la région de l'Afrique du Nord, ces modèles d'instabilité devront être modifiés.

Le Printemps arabe a eu plusieurs canaux d'influence sur les activités terroristes, d'une part, elle a conduit à l'intensification des facteurs islamistes,

déclenché la naissance de nombreux nouveaux groupes terroristes, et d'autres groupes terroristes ont commencé à leur prêter allégeance. Un terrain fragile de recrutement et radicaliser même des jeunes femmes Nord africains.

Des femmes de tous âges deviennent de plus en plus la cible de violences extrémistes et d'actes terroristes, notamment le recours à la violence sexuelle et à l'esclavage pour limiter leurs libertés et droits fondamentaux. Les groupes terroristes tirent également parti des normes et dynamiques traditionnelles liées au genre au sein de certaines sociétés pour imposer la violence et perpétuer des actes extrémistes.

En fait appel à un approche d'UA Femmes pour promouvoir la lutte contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent est conçue et développée dans le cadre du programme prioritaire pour la prévention et le maintien de la paix pour femmes, la paix et la sécurité.

Au sein de la population active, les femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes pour trouver un emploi. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables, Il est intéressant de voir que cette situation survient à un moment où la région de l'Afrique du nord traverse une période de transition démographique caractérisée par une augmentation de la proportion des jeunes dans la population

En lutte pour un plan d'action pour améliorer l'opportunité économique des femmes et jeune filles par une augmentation de la participation féminine à la main-d'œuvre et au statut d'entrepreneur. Programme concerté de l'UA pour la région Afrique du Nord et le reste de l'Afrique sur la parité entre les sexes et l'inclusion économique, mettre en œuvre et suivre des politiques, des programmes et des stratégies visant à assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles

Mr le président :

La position géographique de L'Afrique du nord, une région traversée par des trafics illégaux : les richesses de celle-ci et l'instabilité présente sur ces territoires ont favorisé l'émergence et le développement d'un marché parallèle avec des mafias et des trafics illégaux.

Le terrorisme tire sa source de la situation d'Afrique du nord. Le fait que la zone soit fragilisée et que le contrôle des Etats soit quasiment aboli a créé une quasi-anarchie qui permet au terrorisme de se développer. Cette situation va amener des revendications qui vont inciter des groupes d'insurgés

à exprimer leur mécontentement à travers des moyens insurrectionnels tel que le terrorisme.

Les acteurs externes peuvent également prendre la forme d'États voisins ayant un intérêt dans le résultat des élections ou de la violence post-électorale. Le résultat de l'ingérence extérieure défavorable dans les pays touchés par des changements de pouvoir anticonstitutionnels, ou la crise qui en résulte, est le saps de l'émergence de structures et d'institutions étatiques autonomes qui peuvent donner naissance à des structures et des processus de gouvernance démocratique indigène.

Alors que les forces internes en jeu dans divers pays africains et l'incapacité des structures de gouvernance sous-régionales et régionales à réagir de manière adéquate conformément à leurs normes et principes soulignent le phénomène des changements anticonstitutionnels de gouvernement, il ne faut pas non plus perdre.

Vue du rôle ou de la complicité d'intérêts hégémoniques externes. Une telle complicité est souvent enracinée dans l'histoire coloniale et postcoloniale, en particulier entre les anciennes puissances coloniales cherchant à protéger des intérêts économiques ou stratégiques à long terme, ou pourrait résulter de calculs de sécurité économique, stratégique et énergétique par les puissances établies et émergentes du monde désireuses de poursuivre ou de préserver leur intérêt

### **Mr le président.**

Nous n'hésitons pas à célébrer les transitions politiques, la destitution des titulaires de longue date et la victoire des partis d'opposition aux urnes. Le chant et la musique de la victoire disparaissent presque aussitôt que le nouveau gouvernement prend le pouvoir, à quel point le parti nouvellement élu au pouvoir est-il différent de son prédécesseur ? Quelle est l'indépendance des institutions démocratiques ? Pourquoi est-ce que dans la plupart des cas, les transitions politiques ne conduisent à aucun changement fondamental, est-ce l'ingrédient sans fin qui maintient des performances médiocres, alors que les promesses de campagne continuent de dériver et de changer sans délai pour les livrer.

La société civile Nord-Africains estime que les élections, ne produisent pas nécessairement des résultats radicalement nouveaux. Le succès de toute élection est idéalement une question de changement et de livraison –paix et sécurité, liberté, égalité, justice et bien-être.

### **Enfin Mr le président**

Notre région, comme le continent aujourd'hui, est confrontée à trois défis majeurs. Le premier concerne la lutte contre le terrorisme intellectuel, social et culturel, et le second est lié à la nécessité de résoudre les conflits. Les forces armées, alignées sur les intérêts nationaux et le maintien de la culture de la citoyenneté au sein d'un État civil, démocratique et juste, et le troisième est d'atteindre les objectifs du développement durable dans ses dimensions. Développement économique, social, culturel et environnemental, garant du développement de l'Afrique dans leurs régions sur le plan économique et sécuritaire. Le continent est dirigé par ses enfants. A leur profit, des blocs économiques régionaux et continentaux sont construits qui traversent la barrière frontalière. Et cela fonctionne pour fournir des moyens de transport pour créer de la mobilité pour les échanges de marchandises et les marchandises des capitaux et la circulation sur des personnes, d'une manière qui protège son marché intérieur et réalise l'intérêt de tous les acteurs de la société africaine, et contribue à l'éradication du fléau de la pauvreté empêche ainsi la propagation d'un modèle culturel qui menace sa sécurité.

La nécessité d'activer les structures de l'Union du Grand Maghreb Arabe, car c'est une aspiration commune et une aspiration légitime des peuples. Et pour les générations futures, un espace fertile d'intégration économique, de communication culturelle et de solidarité humaine.

**Merci de Votre Attention**

**Mr. Le président**

